

COREE DU NORD Le Plan de garantie des Cinq nations

Les Nord Coréens ont cependant accepté de renouer le dialogue sous l'égide de la Chine à Beijing

Le plan de démantèlement des installations nucléaires militaires de la Corée du Nord, élaboré par Washington avec le concours du Japon et de la Corée du Sud et cautionné par la Chine et la Russie, semble produire le résultat inverse de l'effet recherché:



-Les principes formulés par Washington demeurent dans le vague sur deux points que les communistes nord coréens estiment essentiels: Le calendrier de mise en application des principes définis, notamment en ce qui concerne l'assurance de non agression par les Etats-Unis, demandée par Pyongyang; la liste concrète des avantages que la Corée du Nord pourrait tirer si elle se pliait aux exigences des Etats-Unis et de l'Agence internationale de l'énergie atomique basée à Vienne.

-Selon les indications fournies par les agences occidentales de renseignement, **Kim Jong Il poursuivrait activement son programme militaire nucléaire**, comme s'il voulait disposer d'un arsenal maximum au moment où les conversations engagées atteindraient leur point critique.

-Les principes tels qu'ils ont été portés à la connaissance de la presse, excluent tout abandon par les Etats-Unis de leur programme de contrôle des transports, notamment maritimes, des composantes d'armes de destruction de masse, contrôle qui vise en priorité les entrées et sorties des ports nord coréens.

Le Japon et la Corée du Sud ne partagent pas tous les points de vue de la Maison Blanche quant aux garanties à accorder ou à refuser au gouvernement communiste de Pyongyang.

L'administration Bush ne souhaite pas préciser plus avant les bénéfices concrets qui pourraient être consentis, alors que le Président sud coréen, Roh Moo Yun, insiste en pensant que ces précisions pourraient inciter Kim Jong Il à assouplir sa position. Les Nord-Coréens ont confirmé la justesse de ce point de vue par la voix d'un porte-parole du ministère des Affaires Etrangères de Pyongyang, relayée le mardi 9 décembre par l'agence officielle communiste, KCNA: ... " En compensation du gel de nos activités nucléaires, les Etats-Unis doivent retirer la Corée du Nord de la liste des Etats qui sont supposés encourager le terrorisme international...Ils doivent aussi lever toutes les sanctions politiques, économiques et militaires ainsi que l'embargo économique...Ils doivent fournir une assistance énergétique, notamment par la fourniture d'électricité..."

Malgré les bons offices de la Chine, dont la diplomatie du grand écart risque d'être soumise à rude épreuve, le Plan de garantie dit " des cinq nations " a peu de chances de se concrétiser dans l'immédiat.

A l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies, le Premier Ministre chinois s'en est entretenu avec le Président Bush. Pékin ne se fait guère d'illusions sur sa capacité à influencer Pyongyang de manière décisive, d'autant plus que les autorités nord coréennes demeurent résolument hostiles à tout système d'inspection internationale. Le Président Bush a d'ailleurs précisé que les Etats-Unis ne pouvaient pas se contenter d'un simple gel des programmes nucléaires militaires mais exigeaient un démantèlement total. Il a cependant donné son accord à une reprise des pourparlers, prévue avant la fin de l'année. En août 2003, des conversations à six (les cinq nations du plan de garantie et la Corée du Nord) s'étaient déjà déroulées à Pékin sans résultat tangible.

A Washington, les faucons de la Maison blanche ne paraissent pas disposés aux concessions et donnent le ton. Pour les dirigeants américains, en Asie comme ailleurs, l'heure est à la fermeté. Toutefois, Pyongyang ayant l'habitude de souffler alternativement le chaud et le froid, il semblait début février que le dialogue était renoué.

Jean-Claude Courdy

Mise à jour: 5 - 02 - 04